





**ASF**  
**Canada**

© Avocats sans frontières Canada pour toutes les photos de ce rapport.

Merci à Aldo Fernandez Comparini pour la photo p. 7, Levon Sevunts et a RCI pour la photo p. 9  
et à Marcel Carrière, Luc Pariseau et Ivan Boiarski pour les photos p. 23.

Couverture : La *Maison de la mémoire*, photo prise par l'équipe d'ASFC le 27 août 2016 à l'occasion d'une visite effectuée dans la zone humanitaire de Cano Manso, (département du Choco, Colombie), afin d'y rencontrer des victimes de déplacement force et d'aborder avec elles la mise en oeuvre des engagements pris à leur égard par les autorités.



# Table des matières

---

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL.....	3
ASFC DANS LE MONDE.....	5
ASFC EN ACTION .....	6
FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ UNE RÉALITÉ.....	6
<i>Esclavage sexuel: un jugement historique</i> .....	6
<i>Soutien aux victimes du conflit armé colombien</i> .....	7
<i>Régime Duvalier: une affaire loin d'être terminée</i> .....	8
<i>En appui aux victimes d'un massacre au Honduras</i> .....	8
DÉFENDRE LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE.....	9
AGIR AU PLUS PRÈS DES VICTIMES GRÂCE À L'AIDE JUDICIAIRE.....	10
<i>Contre la détention abusive des femmes et mineurs en Haïti</i> .....	10
<i>Accès à la justice des femmes victimes du conflit au Mali</i> .....	10
CONTRIBUER À LA PAIX ET À LA RÉCONCILIATION PAR LA JUSTICE TRANSITIONNELLE .....	11
<i>Prévention, justice et réconciliation au Mali</i> .....	11
<i>Enfin la paix en Colombie?</i> .....	12
RENFORCER LES CAPACITÉS DES PARTENAIRES ET BÉNÉFICIAIRES PAR LA FORMATION JURIDIQUE PRATIQUE .....	13
<i>Former et semer les vocations par les concours de plaidoirie</i> .....	13
<i>Une formation unique pour jeunes stagiaires</i> .....	13
FAVORISER L'ENGAGEMENT.....	14
<i>Les coopérants volontaires: une précieuse ressource pour le développement</i> .....	14
<i>Partager, sensibiliser et mobiliser</i> .....	15
PUBLICATIONS.....	16
ÉQUIPE ASFC.....	18
Conseil d'administration.....	18
L'équipe du siège .....	18
Stagiaires.....	19
Coopérant-e-s volontaires.....	19
Les équipes sur le terrain.....	20
<i>Colombie</i> .....	20
<i>Guatemala</i> .....	20
<i>Haïti</i> .....	20
<i>Mali</i> .....	20
BÉNÉVOLES.....	21
GROUPES UNIVERSITAIRES.....	22
CLINIQUES ET PROGRAMMES UNIVERSITAIRES.....	22
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT.....	23
INFORMATION FINANCIÈRE.....	24
DONATEURS .....	25



**ASF**  
**Canada**

# MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour Avocats sans frontières Canada (ASFC), la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 couverte par le présent rapport constitue une année de consolidation et de croissance.

ASFC a en effet cette année renforcé ses programmes, ses partenariats, ses finances et ses ressources humaines. L'organisation a aussi ouvert des chantiers dans de nouveaux pays comme le Honduras, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Tunisie par le biais entre autres de son programme de coopération volontaire *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF). Avec une équipe renouvelée et des programmes solidement ancrés sur le terrain, ASFC entamera en 2017 son 15<sup>ème</sup> anniversaire sous des auspices favorables. Et ce, au bénéfice des victimes d'injustice et de violations des droits humains – notamment les femmes et les filles – qui sont au cœur de la mission de l'organisation.

ASFC n'a toutefois pas été épargnée par les événements tragiques qui ont marqué le monde durant l'année. Malgré un contexte sécuritaire difficile à la suite des attentats qui ont endeuillé le pays, le programme *Justice prévention et réconciliation au Mali* (JUPREC), centré sur les femmes ayant subi des violences sexuelles et les victimes du conflit, a pu prendre son envol. ASFC a entre autres été invitée par le gouvernement malien à contribuer à l'élaboration de sa politique nationale en matière de justice transitionnelle. C'est une reconnaissance de l'expertise et de la crédibilité de l'organisation.

Il en est de même en Colombie, où ASFC a été invitée par le ministre de la Justice à participer à l'identification des mécanismes de justice transitionnelle les plus à même d'assurer le droit des victimes à la justice, à la vérité, à la non-répétition et à la réparation. La conclusion attendue des accords de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) entretient une vive lueur d'espoir pour que l'un des plus anciens et des plus sanglants conflits armés sur la planète prenne fin.

L'année 2015 - 2016 a aussi été fertile en avancées pour la lutte contre l'impunité auxquelles ASFC a contribué en collaborant avec des avocat-e-s et des organisations qui se trouvent sur la ligne de front dans des cas emblématiques de violations graves de droits humains.

Au Guatemala, ASFC a ainsi accompagné les femmes de la communauté de Sepur Zarco qui ont survécu à l'esclavage sexuel et à d'autres crimes ainsi que leurs représentantes et a concouru à la condamnation de deux militaires pour crimes contre l'humanité, homicides et disparitions forcées. Emblématique, le cas *Sepur Zarco* est le premier jugement au Guatemala qui focalise avant tout sur des crimes de violence sexuelle durant le conflit armé interne. ASFC est fière d'avoir contribué à cette victoire historique qui trace le chemin de la justice et de la dignité pour l'ensemble des femmes du Guatemala, de l'Amérique latine et du monde.

Le sensible équilibre entre la recherche de la paix et celle de la justice dans les situations post-crise a, cette année encore, conduit ASFC à intervenir régulièrement sur la scène médiatique. Ce rôle de vulgarisation, de sensibilisation et d'engagement du public, au pays comme à l'étranger, demeure au cœur des activités de l'organisation. Car dans un monde qui peut parfois sembler sombre, le combat mené par ASFC et les victoires concrètes obtenues devant la justice constituent une source d'espoir : la justice est une réalité.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué au cours de la dernière année à cet idéal. Vous trouverez dans les pages qui suivent un résumé de tout ce que vous avez aidé à réaliser.



**Miguel Baz**  
Président



**Pascal Paradis**  
Directeur général

# GUATEMALA

Première **CONDAMNATION** par une cour nationale **DE MILITAIRES POUR ESCLAVAGE SEXUEL** dans le cas Sepur Zarco lié au conflit armé

**OUVERTURES DE PROCÈS** dans des cas emblématiques d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats basés sur le genre (« féminicide »)

**SENSIBILISATION ET FORMATION** de 441 actrices et acteurs de la justice et de la société civile **SUR LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE**

**3 RAPPORTS THÉMATIQUES PUBLIÉS**

**AVOCAT AUTOCHTONE ASSERMENTÉ** après sa formation académique et pratique soutenue par ASFC

**Partenaires:** Bufete jurídico de derechos humanos de Guatemala (BDH), Centro para la acción legal en derechos humanos (CALDH), Fundación Myrna Mack (FMM), Fundación Sobrevivientes, Procuraduría de derechos humanos

**Partenaires financiers:** Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire, Affaires mondiales Canada – Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR)

4 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du BDH, de CALDH et d'ASFC au Guatemala

# COSTA RICA

**MÉMOIRE** sur le projet de loi créant un nouveau code de procédure familiale

**PROPOSITIONS LÉGISLATIVES** en faveur de la protection des enfants et des adolescent(e)s

1 coopérant-e déployé-e auprès de la Fundación Paniamor

# HONDURAS

**RENFORCEMENT** des capacités de la société civile en matière de litige stratégique

**CONTRIBUTION** à l'examen préliminaire de la situation hondurienne par le Bureau du procureur de la Cour pénale internationale

**SENSIBILISATION** du public hondurien aux disparitions forcées

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du Centro de investigación y promoción de los derechos humanos (CIPRODEH) et du Comité de familiares de detenidos desaparecidos en Honduras (COFADEH)

# COLOMBIE

**14 CAS EMBLÉMATIQUES DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS** commis pendant le conflit sont soutenus par les avocat-e-s du projet

**3 RAPPORTS** thématiques sur des enjeux liés à la **LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ ET À LA JUSTICE TRANSITIONNELLE** publiés et diffusés à l'échelle nationale et internationale

**RENFORCEMENT DU CADRE NORMATIF** par deux mémoires à la Cour constitutionnelle sur la justice militaire et le déplacement forcé

**CONTRIBUTION** à l'intégration du droit international et du droit des victimes à la justice **DANS LES NÉGOCIATIONS DE PAIX**

**Partenaires:** Corporación Humanas, Comisión intereclesial justicia y paz, Grupo de investigación sobre las prisiones, la política penal y la seguridad pública de Universidad de los Andes, Fundación Comité de solidaridad con presos políticos (FCSP), Equipo jurídico pueblos (EJP), Corporación dignidad y justicia, Corporación Guasimí

**Partenaires financiers:** Union Européenne, Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de Corporación Humanas et d'ASFC en Colombie

# HAÏTI

**POURSUITE MAINTENUE** contre les principaux responsables du régime Duvalier

**AIDE JURIDIQUE À 235 FEMMES ET MINEUR-E-S** en détention abusive

**MEILLEURES PRATIQUES MISES EN APPLICATION** grâce à la production de guides sur la représentation juridique des personnes vulnérables et la justice des mineurs

**33 PERSONNES FORMÉES** sur la justice pour les mineur-e-s

**CAPACITÉS EN LITIGE DE DROITS HUMAINS AMÉLIORÉES** pour 22 étudiant-e-s participant à un concours de plaidoirie

**Partenaires:** Collectif contre l'impunité, Solidarite fanm ayisyèn (SOFA), Mouvement des femmes haïtiennes pour l'éducation et le développement (MOUFHED), Kay Fanm, Bureau des droits humains en Haïti, Office de la protection du citoyen

**Partenaires financiers:** Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF), Direction du Développement et de la Coopération suisse, Fondation connaissance et liberté – Haïti (Fokal), Affaires mondiales Canada – Programme de coopération volontaire

3 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du Collectif contre l'impunité, SOFA, MOUFHED et Kay Fanm

# PÉROU

**11 DOSSIERS DE VIOLATIONS DE DROITS HUMAINS DOCUMENTÉS**, incluant une pétition soumise à la Commission interaméricaine et un mémoire présenté à la Cour interaméricaine

**5 OUTILS DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION** élaborés

**2 ÉTUDES** sur le travail des enfants

4 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Asociación pro derechos humanos (APRODEH), de Capital humano y social alternativo (CHS) et de l'Instituto promoviendo desarrollo social (IPRODES)



# ASFC DANS LE MONDE

## MAROC

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association Bayti pour l'enfance en difficulté

## TUNISIE

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association Amal pour la famille et l'enfant

## CANADA / ARABIE SAOUDITE

**ÉTABLISSEMENT D'UNE BASE JURIDIQUE** pour la libération de Raïf Badawi par la rédaction et la diffusion d'un plaidoyer

**APPEL DU COMITÉ DES NATIONS UNIES CONTRE LA TORTURE** à la révision du dossier Raïf Badawi à la suite des représentations d'ASFC

**Partenaires:** Barreau du Québec, Lavery

**Partenaires financiers:** Gouvernement du Québec, Barreau du Québec

## MALI

**AIDE JURIDIQUE À 93 FEMMES** victimes du conflit armé

**CONTRIBUTION À L'ÉMERGENCE D'UNE JUSTICE TRANSITIONNELLE** répondant aux besoins des victimes maliennes du conflit

**RENFORCEMENT DE 171 ACTRICES ET ACTEURS DE LA JUSTICE** par des formations juridiques et méthodologiques dispensées par des experts nationaux et internationaux

**12 STAGIAIRES DU BARREAU FORMÉ-E-S** et placé-e-s en cabinet d'avocats

**Partenaires:** Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), École nationale d'administration publique (ÉNAP), Association malienne des droits de l'Homme (AMDH), Cabinet Diop Diallo, Women in Law and Development in Africa (WILDAP), Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF), ENDA Tiers Monde / Mali, Association des juristes maliennes (AJM), Groupe de réflexion, formation, femmes action (GREFFA)

**Partenaire financier:** Affaires mondiales Canada

9 coopérant-e-s déployé-e-s auprès du bureau d'ASFC à Bamako

## CÔTE D'IVOIRE

2 coopérant-e-s déployé-e-s auprès de l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire (AFJCI)

■ Pays d'intervention d'ASFC

■ Pays dans lesquels ASFC déploie des coopérant-e-s volontaires en collaboration avec le Bureau international des droits des enfants dans le cadre du programme de coopération volontaire *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF)

# ASFC EN ACTION

FAIRE DE LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

UNE RÉALITÉ

## QU'EST-CE QUE LE LITIGE STRATÉGIQUE ?

Au cœur du travail mené par ASFC, le litige stratégique de droits humains consiste à mener des cas emblématiques de violations des droits humains devant les tribunaux nationaux et internationaux afin de créer ou d'influencer la jurisprudence de manière favorable à la réalisation effective des droits humains.

Il vise à produire un impact social à travers le droit en mettant à l'épreuve les structures juridiques existantes, en renforçant les institutions judiciaires, en soutenant le développement d'une législation et d'une interprétation du droit favorables au plein respect des droits humains et en provoquant le débat public et l'éducation citoyenne.

Le litige stratégique peut ainsi encourager des changements dans les comportements sociaux, institutionnels et culturels envers le respect des droits humains.

## Esclavage sexuel : un jugement historique

Au **Guatemala**, deux militaires ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité et condamnés à de longues peines d'emprisonnement pour des crimes de viol et d'esclavage sexuel commis à l'encontre de dizaines de femmes autochtones de la communauté de Sepur Zarco.

Ce cas emblématique constitue une avancée historique. Il s'agit du premier au Guatemala portant directement sur des crimes sexuels commis pendant le conflit armé. C'est également, à l'échelle internationale, un modèle de jugement par une cour nationale d'anciens militaires pour des crimes d'esclavage sexuel.

ASFC a soutenu les victimes et leurs représentantes tout au long de cet éprouvant procès, notamment en accompagnant étroitement l'organisation *Mujeres transformando el mundo*. ASFC a également développé des outils d'information et de vulgarisation relatifs à cette affaire, et ainsi contribué à donner de la visibilité au procès et une voix à ces courageuses femmes au niveau international.

## Soutien aux victimes du conflit armé colombien

En **Colombie**, ASFC a poursuivi l'accompagnement et le soutien au travail de représentation juridique des victimes du conflit armé accompli par ses partenaires avocats-défenseur-e-s des droits humains dans le cadre de dossiers emblématiques de violations des droits humains ou des recours constitutionnels.

- Dans une affaire que suit ASFC depuis 2013 portant sur des actes de violence sexuelle à l'égard d'une femme d'origine autochtone dont sont accusés deux soldats, le procès a enfin démarré après plus de sept ans d'attente pour la victime. Le 24 juin 2016, la victime a livré son témoignage devant le tribunal, en présence de représentant-e-s d'ASFC.
- Une requête présentée par l'avocate des proches de la victime avec le soutien d'ASFC a permis d'identifier en août 2015 les restes de Herminul Pascal Pai, un homme d'origine autochtone, plus de neuf ans après sa disparition forcée.
- En août 2015, ASFC a soumis à la Cour constitutionnelle de Colombie un mémoire (*amicus curiae*) dans le cadre d'une requête en inconstitutionnalité de la réforme de la justice pénale militaire. L'arrêt de la Cour publié en mars 2016 reprend largement l'argumentaire développé par ASFC.
- À la demande de la Cour constitutionnelle elle-même, ASFC a produit un argumentaire fondé sur le droit international des migrations relatif aux obligations de l'État colombien face aux personnes déplacées de force à l'intérieur du pays.

Le suivi étroit de procédures judiciaires a permis à ASFC de faire ressortir, dans des rapports analytiques, le caractère systématique de certains types de crimes commis pendant le conflit et de faire des recommandations pour le traitement de ces affaires devant les tribunaux nationaux. Ces rapports ont servi au développement d'un dialogue avec les différentes parties prenantes, y compris gouvernementales, et ont ainsi contribué à l'évolution des politiques publiques en matière de lutte contre l'impunité, un des résultats attendus du litige stratégique.

- En septembre 2015, en collaboration avec *la Comisión interreligiosa Justicia y Paz* et le *Groupe de recherche sur les prisons, la politique pénale et la sécurité publique de l'université de los Andes*, ASFC a lancé le rapport « *Un regard sur le déplacement forcé : persécution pénale, appareils organisés de pouvoir et restitution de terre dans le contexte colombien* ».
- En décembre 2015, publication du rapport « *Contributions des décisions de Justice et Paix aux droits des femmes* » (*Aportes de las sentencias de Justicia y Paz a los derechos de las mujeres*) par ASFC en collaboration avec *Corporación Humanas*.
- En avril 2016, ASFC a publié un rapport (« *Estudio de casos a la luz del principio de complementariedad: Mecanismos de impunidad en la Justicia colombiana* ») faisant le bilan d'un travail soutenu de représentation juridique des victimes de quinze violations emblématiques des droits humains présumément commises par des membres des forces armées colombiennes et des groupes paramilitaires.



## Régime Duvalier : une affaire loin d'être terminée

Malgré le décès de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, la lutte contre l'impunité – qui demeure malheureusement la règle pour le régime oppressif auquel il a présidé – est loin d'être terminée en **Haïti**. ASFC continue d'être au cœur, en partenariat avec le Collectif contre l'impunité, des procédures judiciaires nationales en cours contre les principaux responsables du régime Duvalier. ASFC soutient les plaignant-e-s et les victimes réunies au sein du Collectif contre l'impunité pendant l'enquête que mène tant bien que mal un juge d'instruction haïtien.

La lenteur du processus et les obstacles rencontrés par les plaignant-e-s et les victimes du régime Duvalier ont incité ASFC à entretenir le dialogue avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme et à préparer un recours pour pallier l'incapacité à accéder à la justice au niveau national.

## En appui aux victimes d'un massacre au Honduras

Dans l'affaire «*El Tumbador*», des gardes de sécurité sont mis en cause relativement au massacre, le 15 novembre 2010, de paysans qui marchaient pour revendiquer leur droit à la terre dans un litige contre une entreprise agro-industrielle. Alors que cette affaire est appelée à être présentée devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, un conseiller juridique volontaire expert d'ASFC a contribué au renforcement des capacités de litige stratégique de dix avocat-e-s et juristes du *Comité de familiares de detenidos desaparecidos en Honduras* (COFADEH) au **Honduras**.

Dépôt de la plainte, détermination de la stratégie juridique, constitution du dossier de preuve, argumentaire juridique et aspects procéduraux, organisation documentaire et préparation d'outils et de modèles comptent parmi les contributions concrètes d'ASFC à l'avancement de ce dossier.

Pour la responsable du litige international de COFADEH, cette mission a eu un impact très important :

*« [La] transmission de connaissances et de compétences pratiques pour la préparation d'un dossier de litige stratégique, pour l'organisation et la structuration des dossiers et pour l'évaluation des stratégies juridiques sont des aspects de renforcement des capacités de l'organisation et de son personnel qui ont un effet permanent et un impact réel pour l'adoption d'attitudes proactives en faveur des victimes de violations des droits humains ». (Notre traduction)*



## DÉFENDRE LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

ASFC a continué d'agir en soutien à [Raïf Badawi](#), ce blogueur emprisonné et condamné en Arabie Saoudite à 10 ans de prison et 1 000 coups de fouet.

En août 2015, ASFC a finalisé avec le Barreau du Québec et le cabinet Lavery un mémoire démontrant, tant en droit international qu'en droit saoudien, que l'Arabie saoudite a violé le droit à un procès équitable, la liberté d'expression et d'opinion et la prohibition de la torture. L'argumentaire a été transmis aux autorités saoudiennes, puis a été communiqué aux autorités canadiennes, à plusieurs agences et organes de protection des droits humains à l'échelle internationale et a finalement été rendu public le 3 novembre 2015. Le mémoire a largement été commenté par les médias, ce qui a permis de jeter un éclairage nouveau et informé sur l'affaire.

Ce mémoire a servi à l'examen de l'Arabie saoudite par le Comité des Nations Unies contre la torture à la fin du mois d'avril 2016, aux côtés de rapports provenant de plusieurs autres organisations internationales de renom. Grâce à ce document, la situation de monsieur Badawi a directement été évoquée durant cet examen, et a été mentionnée dans les recommandations officielles du Comité à l'État saoudien. Raïf Badawi demeure malheureusement emprisonné à ce jour. ASFC misera sur le canal de communication établi avec le ministère des Affaires étrangères du Canada et continuera ses efforts de plaidoyer international en faveur de la libération de monsieur Badawi.



Photo de gauche : Pascal Paradis aux côtés d'Ensaf Haidar, épouse du blogueur Raïf Badawi, lors de la conférence de presse du 3 novembre 2015 à Montréal dévoilant le mémoire en faveur de sa libération. © Levon Sevunts et RCI

Photo de droite : mémoire transmis en août 2015 à diverses autorités saoudiennes et canadiennes avant d'être rendu public.

#### Contre la détention abusive des femmes et mineurs en Haïti

Dans la continuité de son engagement des dernières années, ASFC, en partenariat avec l'Office de la protection du citoyen (OPC) et le Bureau des droits humains en Haïti (BDHH) a offert des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire à des femmes et des mineur-e-s abusivement détenu-e-s en Haïti.

- 235 femmes et mineur-e-s détenu-e-s ont pu bénéficier des services de représentation alors qu'elles se trouvaient isolées, sans ressources et oubliées du système judiciaire, souvent sans avoir vu un juge ni même avoir été accusées formellement. Ces interventions d'avocat-e-s engagé-e-s et pugnaces ont notamment permis, dans un contexte politique difficile affectant le fonctionnement de la justice haïtienne, d'obtenir la libération de 31 personnes.
- ASFC a produit un guide pratique pour combattre la détention provisoire abusive des mineur-e-s qui a été utilisé à plusieurs reprises par les avocat-e-s pour faire respecter la loi et obtenir des avancées judiciaires en faveur de mineur-e-s en situation de vulnérabilité.

#### Accès à la justice des femmes victimes du conflit au Mali

ASFC travaille en collaboration avec ses partenaires locaux pour offrir des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire dans le nord du Mali, une zone durement touchée par le récent conflit, toujours en proie à l'instabilité et difficile d'accès. Dans ce contexte de sécurité précaire, ASFC est particulièrement fière de contribuer à l'accès à la justice de première ligne. Dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti et Ségou, près d'une centaine de femmes, mineur-e-s et autres victimes du conflit qui secoue encore le pays ont été référé-e-s à des avocat-e-s qui les représentent aujourd'hui devant les tribunaux nationaux.

56 personnes provenant de plusieurs régions du Mali, des représentant-e-s des organisations partenaires, des avocat-e-s qui prennent en charge les dossiers judiciaires de victimes et d'autres acteurs de la chaîne pénale (juges, procureurs, commissaires de police) qui interviennent auprès de ces victimes ont été formé-e-s grâce aux ateliers organisés par ASFC. Deux formations ont ainsi été données à Bamako à une trentaine de personnes chacune. La première visait à partager des expériences entre divers acteurs de la chaîne pénale. La seconde, donnée avec le concours d'une avocate canadienne, abordait la méthodologie et les outils de gestion de dossiers avec des avocat-e-s et des juristes d'organisations de la société civile. Ce dernier atelier a permis de réunir deux groupes de personnes provenant de milieux professionnels différents, qui ont pu ainsi mieux saisir les réalités de chacun.



Atelier d'ASFC sur la justice transitionnelle au Mali avec l'expert Eduardo Gonzalez, les conseillers juridiques d'organisations de la société civile malienne et les représentant-e-s d'ASFC.

### QU'EST-CE QUE LA JUSTICE TRANSITIONNELLE ?

La justice transitionnelle vise à établir ou ré-établir la justice et l'État de droit à la suite de crises ayant donné lieu à de graves violations de droits humains, notamment par une combinaison de quatre types de mécanisme de justice transitionnelle : la répression pénale des crimes commis, des processus extrajudiciaires d'établissement de la vérité, des mesures de réparation et des réformes législatives et administratives en vue d'éviter la répétition de la crise.

### Prévention, justice et réconciliation au Mali

Un an après la conclusion de l'accord de paix au **Mali**, ASFC contribue activement au développement de mécanismes de justice aptes à traiter les crimes commis dans le cadre du conflit armé.

Reconnue comme une des principales interlocutrices au Mali en matière de justice transitionnelle, ASFC participe activement à un dialogue de haut niveau avec les autorités maliennes. À l'invitation du ministère de la Justice du Mali, ASFC a transmis au ministre ses recommandations sur la politique nationale de justice transitionnelle portant entre autres sur l'importance de prendre en compte les points de vue et les besoins de la société civile et des victimes, notamment les femmes.

ASFC a favorisé la participation citoyenne au processus de paix et de réconciliation et a fait émerger des propositions plus collées à la réalité malienne en créant des espaces de dialogue entre plus d'une centaine de représentants de la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), de l'État, d'associations de victimes, d'organisations de la société civile et même de groupes armés impliqués dans le conflit.

**La Commission de vérité, justice et réconciliation et la lutte contre l'impunité** est le principal mécanisme de justice transitionnelle mis en place à ce jour au Mali. Après consultation d'un large éventail d'acteurs maliens et internationaux, ASFC a produit un rapport analytique et formulé des recommandations visant à renforcer son indépendance et à lutter contre l'impunité au Mali.

Les principaux responsables de la CVJR ont bénéficié d'une formation qu'ASFC a spécialement conçue pour eux. Elle a permis de renforcer leurs capacités sur le rôle, le mandat, l'organisation du travail et le devoir de neutralité et d'indépendance d'une telle commission.

## Enfin la paix en Colombie?

ASFC s'est résolument inscrite cette année dans le processus qui marque l'aboutissement des pourparlers de paix en **Colombie** entre le gouvernement et le principal groupe de la guérilla, les Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC-EP), visant à mettre un terme à plusieurs décennies de conflit armé ayant causé des millions de victimes et de graves violations de droits humains.

- ASFC, en collaboration avec ASF à Bruxelles et ses partenaires colombiens, a contribué à faire en sorte que l'État colombien respecte ses engagements internationaux en matière de lutte contre l'impunité – découlant notamment du *Statut de Rome*, le traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI) – dans les négociations et dans la préparation de l'accord de paix.
- ASFC et ses partenaires ont concouru à ce que les accords de paix prévoient, pour les crimes les plus graves commis pendant le long conflit, des enquêtes rigoureuses menant à des mises en accusation et des procédures pénales authentiques et à ce que les droits des victimes soient dûment pris en considération dans le processus de justice transitionnelle en construction.

ASFC s'est livrée à une analyse exhaustive de «l'accord préliminaire sur les victimes» conclu entre le gouvernement colombien et les FARC en décembre 2015, lequel présente les mécanismes de justice transitionnelle qui devraient permettre de traiter la situation juridique des combattants qui se sont livrés à des exactions sur la population civile. La rigueur de l'analyse d'ASFC sur les pourparlers de paix et sur d'autres enjeux cruciaux de droits humains comme le déplacement forcé et la violence basée sur le genre a été notée : ASFC a été convoquée en juin 2016 à un tête-à-tête pour présenter directement ses recommandations au ministre de la Justice de la Colombie notamment en matière de justice transitionnelle.



Table-ronde avec des représentants des communautés afrocolombiennes et autochtones victimes de déplacement forcé de Curvaradó y Jiguamiandó (Nord-Ouest de la Colombie) pour échanger sur les conclusions du rapport d'ASFC portant sur le déplacement forcé.



# RENFORCER LES CAPACITÉS DES PARTENAIRES ET BÉNÉFICIAIRES PAR LA FORMATION JURIDIQUE PRATIQUE

## Former et semer les vocations par les concours de plaidoirie

Les concours de plaidoirie constituent pour ASFC et ses partenaires locaux un moyen d'une redoutable efficacité pour contribuer à la formation pratique des jeunes juristes et participer à l'émergence d'une nouvelle génération d'avocat-e-s de droits humains.

- **En Haïti**, cette activité, la première du genre à l'échelle du pays, a soulevé un grand enthousiasme auprès du public. 22 finissant-e-s en droit des universités haïtiennes y ont participé. Cette formation pratique et concrète sur des enjeux cruciaux pour la justice haïtienne a aussi permis de semer les graines de possibles vocations dans un pays qui compte malheureusement trop peu d'avocat-e-s spécialisé-e-s en droits humains.
- **En Colombie** 70 étudiant(e)s en droit ont participé au concours qui s'est déroulé dans la ville de Bucaramanga (Santander), en collaboration avec l'Université industrielle de Santander (UIS) et la participation de quatre autres universités. Il a généré un réel enthousiasme et a permis de créer un espace de discussion interuniversitaire sur le droit international, la Cour pénale internationale et les droits humains, et de favoriser l'intégration des principes de droit international dans les débats concernant les négociations de paix et la justice transitionnelle.

## Une formation unique pour jeunes stagiaires

Riche de son expérience de plusieurs années dans la mise en oeuvre de programmes de stage auprès d'étudiant-e-s en droit guatémaltèques, en particulier des femmes d'origine autochtone, ASFC a pu de nouveau donner l'opportunité à une jeune femme d'origine Maya Achí de réaliser un stage auprès d'un de ses partenaires, le *Bufete Jurídico Popular de Rabinal*. Elle a été encadrée professionnellement par une avocate du cabinet, elle-même ancienne stagiaire soutenue par ASFC, et a été sensibilisée aux questions de droits humains et de violence contre les femmes.

« En connaître davantage sur ce qu'ont vécu les femmes victimes de violence sexuelle m'a permis de comprendre le besoin existant de faire valoir leurs droits en justice, pour avoir la possibilité d'obtenir une réparation digne. » (Notre traduction)  
Brenda Lisseth Cuxum Ixpatá

**Au Mali**, une douzaine de jeunes diplômé-e-s en sciences juridiques ont pu entamer un programme de stage d'une durée de onze mois auprès de trois cabinets d'avocats. Cette expérience pratique – dont on dit qu'elle est inédite au Mali dans cette forme – est accompagnée d'un programme de formation continue dispensé par les avocat-e-s maîtres de stage.



(De gauche à droite) Maroussia Lévesque (conseillère juridique volontaire, ASFC), Jacques Letang (BDHH), Sarah-Maude Belleville-Chénard (conseillère juridique volontaire, ASFC), Blaise Ndala (représentant en Haïti, ASFC) et Pauline Lecarpentier (BDHH) devant l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, après la demi-finale des débats du concours de plaidoirie 2015-2016.



Deux candidat-e-s du concours de plaidoirie sur les droits humains à Port-au-Prince, en janvier 2016.

# FAVORISER L'ENGAGEMENT

## Les coopérants volontaires : une précieuse ressource pour le développement

La coopération volontaire est un mécanisme par lequel ASFC, dans un esprit de renforcement de capacités et de solidarité internationale, déploie dans un cadre structuré des ressources humaines bénévoles pour la réalisation de mandats répondant aux besoins des organisations partenaires. La coopération volontaire se veut un échange réciproque – bilatéral ou multilatéral – de savoirs, d'expertises et d'expériences dans une optique de développement durable.

Au quotidien, être conseiller-ère juridique volontaire implique de mettre la main à la pâte de différentes façons. Certain-e-s sont amené-e-s à participer à un atelier sur la justice transitionnelle au Mali, alors que d'autres sont invité-e-s à rédiger un argumentaire destiné au Tribunal sur l'indépendance judiciaire au Guatemala, à analyser les accords de paix en Colombie, à réaliser une étude sur la prévalence de la violence sexuelle au Pérou ou à assister des avocat-e-s haïtien-ne-s dans la libération de femmes détenues abusivement depuis plusieurs années.

Au cours de l'année 2015-2016, 40 missions de coopération volontaire ont été organisées par ASFC et ses partenaires dans 10 pays (Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Guatemala, Haïti, Honduras, Mali, Maroc, Pérou, Tunisie). Plus de la moitié de ces missions ont été réalisées dans le cadre du projet *Protection des droits des enfants, femmes et collectivités vulnérables* (PRODEF) qu'ASFC mène en consortium avec le Bureau international des droits des enfants (IBCR).

### Les résultats du projet PRODEF en un coup d'œil :

- 648 personnes dont 376 femmes bénéficient d'une protection accrue de leurs droits;
- 251 victimes de violations des droits humains dont 137 femmes ou filles bénéficient de meilleurs services de représentation juridique;
- 397 personnes dont 239 femmes ou filles informées quant à leurs droits et préparées à faire face aux différentes étapes du processus judiciaire;
- 41 dossiers d'assistance judiciaire ou de litige stratégique appuyés par des volontaires;
- Recommandations faites aux autorités concernant 6 propositions législatives en matière de droits des femmes et/ou des enfants;
- 62 avocat-e-s et juristes dont 51 femmes renforcent leur capacité à agir en faveur de la protection des collectivités vulnérables.



**LES VOLONTAIRES INTERNATIONAUX  
SONT DES LEADERS**

« La coopération internationale constitue pour moi l'une des expériences les plus riches tant sur le plan personnel que professionnel. Elle requiert autant d'humanisme, d'ouverture aux autres que d'humilité. »

**Clémentine Sallée**  
Conseillère juridique volontaire pour ASFC au Guatemala (2011-2012)  
actuellement Associée chez Blakes

 **LAWYERS WITHOUT BORDERS**  
**AVOCATS SANS FRONTIÈRES**  
**ABOGADOS SIN FRONTERAS**

## Partager, sensibiliser et mobiliser

Encore cette année ASFC a participé dans ses pays d'intervention, au Canada et ailleurs dans le monde à une multitude d'ateliers, de conférences, de fora, de tables rondes et d'activités qui ont permis de partager et faire rayonner les valeurs et les principes d'action d'ASFC, de sensibiliser les actrices et acteurs de la justice tout comme le grand public et de les mobiliser en faveur des droits humains et de l'accès à la justice. En voici quelques exemples au Canada et aux États-Unis :

- Les 2 et 3 octobre 2015 a eu lieu à l'École du Barreau du Québec à Montréal le Forum annuel d'ASFC en partenariat avec le Bureau international des droits des enfants (IBCR) sous le thème «Violences sexuelles: quels accompagnements pour les victimes?». Réunissant des praticien(ne)s et expert(e)s locaux et internationaux, le Forum a constitué une opportunité de réflexion approfondie sur les enjeux et les bonnes pratiques liés à l'accompagnement des victimes de violences sexuelles.
- Le 19 octobre 2015 lors de la Conférence annuelle de l'Association canadienne des juristes de l'État à Québec, conférence «Le rôle des juristes de l'État dans la protection des droits humains: enjeux, obstacles et risques ailleurs dans le monde».
- Le 5 novembre 2015 à la Conférence annuelle du Conseil canadien de droit international (CCDI) à Ottawa, conférence «L'avocat de droit international dans la mire des médias».
- Le 5 novembre 2015, présentation «The Colombian Peace Process» à Affaires mondiales Canada à Ottawa.
- Le 8 décembre 2015, atelier d'ASFC à Affaires mondiales Canada à Ottawa «Using Justice and Strategic Litigation to Fight Impunity for Gender-Based Violence».

- Le 16 février 2016 à l'Université Concordia à Montréal, atelier «Sexual violence as a Weapon of War: Tackling the Culture of Impunity».
- Le 18 mars 2016 à New York, dans le cadre du séminaire «Impunity, responsibility and citizenship in Haïti», présentation «The Duvalier Case: Emblematic, Indispensable and Far from Over».
- Le 4 avril 2016, en collaboration avec le Barreau de Québec, la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux (CCJIPDF) et la Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH) de la Faculté de droit de l'Université Laval, entretien exclusif entre Reed Brody, conseiller juridique et porte-parole de Human Rights Watch, Fannie Lafontaine, directrice de la CDIPH et titulaire de la CCJIPDF, et Pascal Paradis sur le thème «De Habré à Duvalier en passant par Pinochet et Ríos Montt: Au cœur de la chasse aux dictateurs et criminels de guerre».
- Les 16-17 juin 2016, au Forum «Future Directions on Access to Justice: Scaling Access to Leave No One Behind» organisé à Ottawa par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et l'Open Society Justice Initiative (OSJI), présentation d'ASFC «Access to justice: how issues of scaling and sustainability play out in lower income countries».

Le 30 juillet 2015 à Québec, ASFC a co-organisé et co-animé, avec le ministre des Affaires étrangères du Canada Rob Nicholson, une table ronde avec la société civile et madame **Zainab Hawa Bangura**, Sous-Secrétaire générale et Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la question des violences sexuelles commises en conflit.

Prêt de salle: **BARON LAFRENIÈRE**  
L'AVOCATS



 [asfcanada.ca](https://www.facebook.com/asfcanada.ca)

 [@ASFCCanada](https://twitter.com/ASFCCanada)

# PUBLICATIONS



Renforcement de l'accès à la justice et du litige stratégique pour les cas de violence contre les femmes  
*(Guatemala, en espagnol)*



Jurisprudence et pratiques en matière d'enquête et de poursuite des cas de violence basée sur le genre au Guatemala  
*(Guatemala, en espagnol)*



Mémoire présenté à la chambre criminelle de première instance de la Cour d'appel du Guatemala dans l'affaire du génocide commis contre le groupe Maya Ixil  
*(Guatemala, en espagnol)*



Étude de cas à la lumière du principe de complémentarité du Statut de Rome: mécanismes de l'impunité dans la justice colombienne  
*(Colombie, en espagnol)*



Les mineurs en conflit avec la loi en Haïti



Mémoire présenté à la Cour constitutionnelle de la Colombie sur le droit à la réparation des personnes réfugiées et déplacées  
*(Colombie, en espagnol)*



Contributions des décisions des tribunaux «justice et paix» aux droits des femmes – Étude de cas  
(Colombie, en espagnol)



Mémoire sur l'indépendance judiciaire présenté à la Cour constitutionnelle du Guatemala  
(Guatemala, en espagnol)



Mémoire en faveur de la libération de Raif Badawi  
(en français, anglais et arabe)



Guide d'accompagnement juridique - Haïti



Regard sur le déplacement forcé: poursuites pénales, appareils organisés de pouvoir et restitution des terres dans le contexte colombien  
(Colombie, en espagnol)

# ÉQUIPE ASFC

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Miguel Baz

Secrétaire adjoint de la société et chef divisionnaire, opérations juridiques, Bell Canada

### Jean François Bonin

Conseiller juridique, ministère de la Justice du Canada, secteur du droit public et des services législatifs

### Pierre Brun

Avocat, Melançon Marceau Grenier et Sciortino

### Luc Côté

Avocat, consultant senior en droit international, coordonnateur des questions de droit, MINUSTAH

### Martin Imbleau

Vice-président, Développement de l'entreprise et énergies renouvelables, Gaz Métro

### Fannie Lafontaine

Avocate, professeur agrégée, directrice de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux et co-directrice de la Clinique de droit international pénal et humanitaire, Université Laval

### Madeleine Lemieux

Avocate, Paradis Lemieux Francis

## L'ÉQUIPE DU SIÈGE

### Magalie Altman

Coordnatrice d'événements

### Caroline Arbour

Technicienne en ressources humaines

### Emmanuelle Audet-Boucher

Chargée de projet

### Olympe Baudoin

Adjointe à la direction

### Catherine Côté

Agente de programme

### Edouard Delaplace

Directeur des affaires juridiques

### Elyse Desjardins

Conseillère juridique et agente de programme

### Camille Gagné-Raynauld

Agente de programme

### Martin Gemme

Agent de programme

### Marie-Eve Houde

Conseillère en ressources humaines et développement

### Orsolya Kizer

Conseillère juridique

### María Guadalupe

### López Hernández

Directrice de la programmation

### Pascal Paradis

Directeur général

### Jeanne Pariseau

Agente communications et événements

### Gaël Pétilion

Conseillère juridique

### Luz Amadith Pocco Ramirez

Technicienne en administration

### Marie-Josée Simard

Coordonnatrice administration et finances

### Philippe Tremblay

Conseiller juridique principal



## STAGIAIRES

---

Marc-André Alain  
Vallery Bayly  
Daniel Berlinguette-Poulin  
Jessica Bertrand  
Fiona Cook  
Brice Dikoume  
Chloé Duffort  
Andrew Gibbons  
Emilie Farrel  
Isabel Garza  
Elise Mercier  
James-Patrick Cannon  
Madeline Ritchie  
David Sauvageau  
Maria Teresa Castillo  
Komi Vinyo Moti

ASFC remercie son partenaire de soutien  
à l'emploi et aux ressources humaines :



## COOPÉRANT-E-S VOLONTAIRES

---

Armando Acuna  
Stelsie Angers  
Sarah-Maude Belleville  
Lylia Benabid  
Alexandra Billet  
Frédérique Bourque  
Élisabeth Brousseau  
Laurence Brunet-Balwin  
Annabel Busbridge  
Christopher Campbell-Durufflé  
Luc Côté  
Jihane Chikhi  
Caroline Dufour  
Benoît Gingras  
Geneviève Girard  
Roland Hung  
Korotoumou Kanta  
Sonja Karrash  
Laurianne Ladouceur  
Danielle Lamy  
Valérie Latreille  
Maroussia Lévesque  
Elisabeth Patterson  
Andrés Felipe Peña Bernal  
Andrée-Anne Perrault-Girard  
Camille Provencher  
Antoine Stomboli  
Marie-Laure Tapp  
Estefania Vargas  
Patricia Vargas  
Dominic Voisard

---

*Odile Caron (IBCR)*  
*France Lévesque (IBCR)*  
*Wendy Moran (IBCR)*  
*Claudia Nuñez del Arco (IBCR)*  
*Béatrice Pinot (IBCR)*  
*Malika Saher (IBCR)*  
*Justine St-Jacques (IBCR)*

## LES ÉQUIPES SUR LE TERRAIN

---

### Colombie

**Simon Crabb**

Avocat - Coordonnateur de projet

**Josefina Peña**

Administratrice

**Carolina Pimentel**

Chef de mission

### Guatemala

**Cynthia Benoist**

Chef de mission au Guatemala

**Antonio Rafael Campos Olivero**

Conseiller juridique principal

**Marie-Audrey Girard**

Conseillère juridique

**Dominic Voisard**

Conseiller juridique

**Gonzalo Guoz**

Comptable

### Haïti

**Blaise Ndala**

Représentant ASFC en Haïti

**Jean Raymond Jean**

Chauffeur

### Mali

**Aliou Bah**

Responsable violence basée sur le genre - égalité femmes et hommes

**Willy Buloso**

Responsable litige stratégique

**Oumou Bolly Diallo**

Responsable aide juridique / assistance judiciaire

**Dramane Diallo**

Responsable gestion de l'intégrité/lutte contre la corruption

**Moulaye Louis Keita**

Administrateur comptable

**Gervais L'Heureux**

Chef de mission

**Adama Tangara**

Logisticien

**Korka Témé**

Caissier

**Cheick Amadou Tidiani Sanogho**

Chauffeur et assistant logisticien

**Korotoumou Touré**

Responsable dialogue social

**Rodrigue Vosden**

Chauffeur

**Brahima Kone**

Conseiller juridique spécial, responsable litige stratégique

**Aboubacrine Mahamar Maiga**

Responsable Justice transitionnelle

**Sylviane Puertas**

Coordonnatrice administration, finances et logistique



ASFC tient à saluer la mémoire de Me Brahma Koné, décédé le 2 mai 2016.

Défenseur des droits humains, avocat engagé et figure de proue de la lutte contre l'impunité au Mali et en Afrique, Me Koné manquera à tous ceux qui, comme il le faisait, œuvrent au quotidien pour que justice soit rendue aux victimes. Sa volonté et sa détermination demeureront une source d'inspiration.



## BÉNÉVOLES

Les réussites d'ASFC au Canada et à l'étranger reposent sur l'engagement bénévole essentiel de centaines d'individus épris de justice. Merci à nos bénévoles!

Marc-André Alain	Isabelle Choquette	Sarah Gauthier	Geneviève Magnan	Pierrick Rouat
Magali Altman	Sébastien Clark	Andrew Gibbons	Frédéric Maheux	Samuel Rousseau-Mascolo
Daphne Anastasiadis	Jean-Sébastien Clément	Daphnée Glorieux	Louis Masson	Bruno Roy
Audrée Arcellin	Arnaud Cloutier	Rebecca Goksu	Zeineb Mellouli	Dominique-Anne Roy
Marianne Archambault-Laliberté	Camille Cloutier	Laurence Gosselin	Laurent Ménard	Yvon Roy
Mathilde Asselin Van Coppenolle	Marie-Noël Collin	Julia Grignon	Elise Mercier	Véronique Saad
Jean-Pierre Augustin	Fiona Cook	Gregory Guyard	Antoine Meunier	Samuel Samson
Nouha Baâli	Mélissa Coulombe-Leduc	Adeline Hamelin-Groseau	Érika Miklosic	David Sauvageau
Frédéric Bachand	François Courteau	Mario Hébert	Ailsa Miller	Louise Sauvé
Mikaël Barj	Marie-Pier Cyr	Sarah Hébert-Tremblay	Danielle Mongeon	Marc Sauvé
Vallery Bayly	Nader Daher	Angie Herrera	Sylvianne Noël	Sébastien Savage
Miguel Baz	Rolande Daignault	Leah Hughes	Michael Osvath-Langlais	Yasmina Sentissi
Antoine Beauchemin	Philippe Dancause	Martin Imbleau	Habiba Oufkir Morissette	Hugues Surprenant
François-Xavier Beaudry	Guillaume Demers	Denis Jacques	Emily Ann Painter	Jeelan Syed
Marie-Charlotte Beaudry	Claude Désormeaux	Daniel Johnson	Emily Painter	Chantal Thériault
Olivier Beaulieu	Céline Di Mantova	Hasnaa Kadiri	Alex Palma	Angéline Therrien-Lapointe
Julia Bellehumeur	Brice Dikoume	Peter Kalichman	Nicole Paquet	Luc Thibaudeau
Sarah-Maude Belleville	John Dodge	Amara Khy	Pierre-André Paradis	Seydina Touré
Svava Bergmann	Anne Duchênes	Laurence Lafond	Jean-François Paré	Hélène Tremblay
Daniel Berlinguette-Poulin	Danièle Drolet	Fannie Lafontaine	Marie-Ève Paré	Pierre-Armand Tremblay
Julien Berthelet	François Ducharme	Awatif Lakhdar	Elisabeth Patterson	Gabrielle Tremblay
Jessica Bertrand	Chloé Duffort	Marjolaine Landry	Andrée-Anne Perreault-Girard	Estefania Vargas
Marie-Pierre Blais-Ménard	Caroline Dufour	François Lane	Yves Pétillon	Élise Veillette
Martin Blanchette	Alexia Dufour	Julie Langois	Pierre Pilote	Karina Veilleux
Ivan Boiarsky	Félix-Antoine Dumont	Bernard Larocque	Denise Pope	Komi Vinyo Moti
Ilona Bois-Drivet	Sophie Dupont	Doris Larrivée	Julia Poulin	Véronique Wattiez-Larose
France Bonneau	Erika Escalante	Valérie Latreille	Jean-Paul Proulx	
Pierre Brun	Emilie Farrel	Elizabeth Latulippe	Émilie Raby-Roussel	
Steeves Bujold	Mariana Ferolla Vallandro do Valle	Bresolin	Claude Racicot	
Christopher Campbell-Duruffé	François Fillion	Marie-Claude Lavallée	Tiran Rahimian Bajgiran	
James Patrick Cannon	Philippe Fortier	Martine Lavoie	Jean-Charles René	
Victoria Cantillo	Philippe Fortier	Normand Lavoie	Katherine Richardson	
André Capretti	Élodie Fortin	Ariane Leclair-Fortin	Madeline Ritchie	
Maria Teresa Castillo	Émilie Fortin	Allison Lee	Antoni Robert	
Chloé Cébron	Jacques R. Fournier	Léa Lemay-Langlois	Patrick Robert	
John Chedid	Pierre C. Gagnon	Madeleine Lemieux	Isabelle Rochette	
Joanne Chriqui	Éric Gamache	Yixin Li	Sébastien Rochette	
	Isabel Garza	Sofia Lopez-Bancalari	Genesis Rondon Diaz	
	Christian Gauthier	Sylvain Lussier		

## GROUPES UNIVERSITAIRES

### Marie-Noël Collin

Coordonnatrice du réseau universitaire

### Annabelle Faubert

Présidente - Université Laval

### Julia Poulin

Présidente - Université de Sherbrooke

### Esther Dionne Desbiens

Présidente - Université McGill

### Christina-Eleni Papadopoulou

Présidente - Université de Montréal

### Sarah Hébert-Tremblay

Présidente - Université d'Ottawa automne 2015  
Coordonnatrice du réseau universitaire depuis mai 2016

### Elise Veillette

Présidente - Université d'Ottawa hiver 2016

### Amélie Côté

Présidente du Colloque 2016

Actifs à Québec, Ottawa et Montréal, les membres du réseau universitaire participent à des recherches dirigées qui servent concrètement au travail de renforcement de l'accès à la justice des communautés vulnérables. Leur premier Colloque interuniversitaire a rassemblé plus de 200 personnes autour de la défense des droits humains et de la primauté du droit à l'échelle mondiale.

La créativité, le professionnalisme et l'engagement des groupes universitaires doivent être soulignés. Ils leur permettent de sensibiliser efficacement leur communauté aux enjeux de droits humains et d'organiser des activités de financement mobilisatrices.

## CLINIQUES ET PROGRAMMES UNIVERSITAIRES

ASFC a de nouveau compté sur l'appui exceptionnel de la Clinique de droit international pénal et humanitaire (CDIPH) de la Faculté de droit de l'Université Laval pour la réalisation de mandats essentiels à l'avancement de dossiers d'ASFC dans plusieurs pays.

Cette année, plus d'une dizaine d'étudiant-e-s de premier et de deuxième cycle de l'Université Laval ont investi plus de 1 500 heures au bénéfice d'ASFC et de ses partenaires sur le terrain. En échange, ces étudiant-e-s bénéficient d'une expérience pratique et d'un encadrement pédagogique leur permettant de parfaire leurs compétences académiques et professionnelles.

### Fannie Lafontaine

co-directrice

### Julia Grignon

co-directrice

### Erick Sullivan

directeur adjoint

### Victoria Cantillo

### Céline Di Mantova

### Mariana Ferolla Vallandro do Valle

### Chantal Thériault

### Marie-Pier Cyr

### Chloé Duffort

### Marianne Archambault-Laliberté

### Nouha Baâli

### Antoni Robert

### Mathilde Asselin Van Cop.

### Claude Racicot



# ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

La campagne de financement 2015-2016 a connu un succès sans précédent et a permis de récolter une somme globale de **265 000 \$**.

## Défi caritatif sportif

Le 24 avril 2016, ASFC a participé pour une deuxième année consécutive au Défi caritatif de Montréal. Cette année, 12 participant-e-s ont couru et amassé ensemble **5 000 \$**.

Félicitations et merci au coureur-euse-s et donateurs!

## 8<sup>e</sup> édition du spectacle bénéfice

C'est sous la présidence de la très honorable Beverley McLachlin, juge en chef de la Cour suprême du Canada, que des personnalités de la magistrature et du barreau, des relations internationales, du monde des affaires et du milieu politique se sont réunies à l'Astral à Montréal pour un spectacle haut en couleurs.

Plusieurs invités de marque étaient présents, dont la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, Madame Christine St-Pierre et l'honorable Jacques R. Fournier, juge en chef de la Cour supérieure du Québec. Le spectacle était animé par Marie-Claude Lavallée, animatrice à la radio 98,5 FM.

Merci aux artistes volontaires, aux bénévoles, aux spectateurs et aux commanditaires qui ont exprimé leur solidarité avec la cause et en ont fait un succès financier avec un montant record de plus de **243 000 \$**.

Merci aux donateurs de biens et services :



De haut en bas :

Le juge en chef de la Cour supérieure du Québec, l'honorable Jacques R. Fournier lors du spectacle-bénéfice d'ASFC le 26 mai 2016 à Montréal.  
© Marcel Carrière

L'équipe d'ASFC lors du défi caritatif le 24 avril 2016 à Montréal au Parc Jean-Drapeau. © Luc Pariseau

L'invitée d'honneur de la soirée-bénéfice d'ASFC, la très honorable Beverley McLachlin, juge en chef de la Cour suprême du Canada, accompagnée du directeur général d'ASFC, Me Pascal Paradis. © Ivan Boiarski

# INFORMATION FINANCIÈRE

ÉTATS FINANCIERS AUDITÉS POUR L'EXERCICE  
TERMINÉ LE 30 JUIN 2016

## RÉSULTATS ET ACTIF NET

	2016	2015
<b>PRODUITS</b>		
Contributions des bailleurs de fonds pour les programmes	3 601 519	1 214 920
Financement privé	265 613	237 779
Financement public	33 294	31 700
Autres	23 489	8 993
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	1 004	2 089
<b>TOTAL</b>	<b>3 924 919</b>	<b>1 495 481</b>

## CHARGES

Programmes	3 171 707	1 076 688
Autres projets; activités de développement; sensibilisation et communications; administration	336 608	405 569
Activités de financement	22 036	25 396
Amortissement des immobilisations corporelles	2 971	7 142
<b>TOTAL</b>	<b>3 533 322</b>	<b>1 514 795</b>

## EXCÉDENT (INSUFFISANCE)

<b>DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	391 597	(19 314)
Actif net au début	154 009	173 323
Actif net à la fin	545 606	154 009

## SITUATION FINANCIÈRE

	2016	2015
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse	1 137 365	943 538
Autres créances	157 994	57 382
Frais payés d'avance	10 731	8 551
	1 306 090	1 009 471
<b>ACTIF À LONG TERME</b>		
Immobilisations corporelles	275	3 246
<b>TOTAL</b>	<b>1 306 365</b>	<b>1 012 717</b>

## PASSIF À COURT TERME

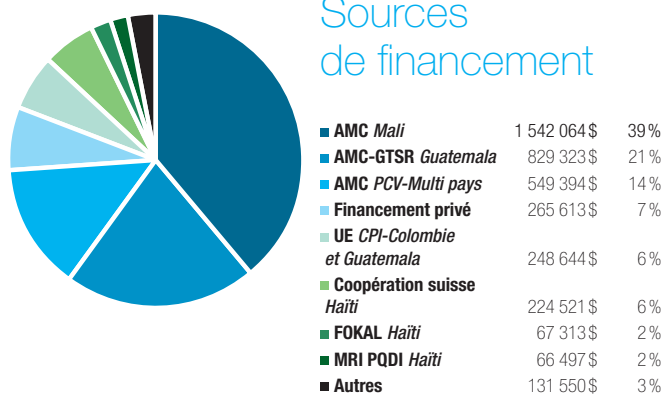
Comptes fournisseurs et autres dettes de fonctionnement	113 919	65 516
Apports reportés	635 536	776 655
Contributions des membres reportées	11 304	15 533
	760 759	857 704

## PASSIF À LONG TERME

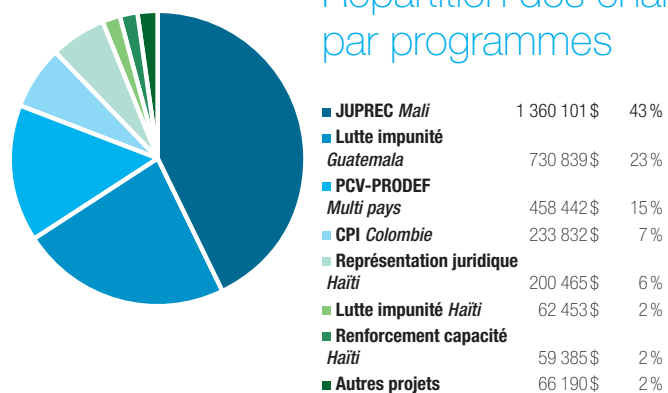
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	-	1 004
	760 759	858 708
<b>ACTIF NET NON AFFECTÉ</b>	545 606	154 009

**TOTAL** 1 306 365 1 012 717

## Sources de financement



## Répartition des charges par programmes



# DONATEURS

## Partenaires financiers - Programmes



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada

Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) -  
Ambassade du Canada en Haïti

Activity supported by the  
Canada Fund for Local Initiatives  
Activité réalisée avec l'appui du  
Fonds canadien d'initiatives locales

Canada

Fondation Connaissance et Liberté -  
Haïti



Direction du Développement et de la  
Coopération suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Union européenne



Ministère des Affaires étrangères de la Norvège  
Ambassade de Norvège au Guatemala



Ministère des relations internationales  
et de la Francophonie du Québec

Relations  
internationales  
et Francophonie

Québec



---

## Partenaires sans frontières (25 000\$ et plus)

---



---

## Partenaires (10 000\$ et plus)

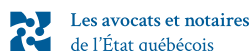
---



---

## Mécènes (5 000\$ et plus)

---



---

## Commanditaires (2 500\$ et plus)

---

Accuracy  
Autorité des marchés  
financiers  
Barreau de Montréal

Centre d'accès à  
l'information juridique  
(CAIJ)  
Canadien National (CN)  
Davies

Fonds de solidarité FTQ  
Gaz Métro  
Norton Rose Fulbright  
SNC-Lavalin

Société québécoise  
d'information juridique  
(SOQUIJ)  
Stikeman Elliot

---

## Amis (1 000\$ et plus)

---

Bertrand, Deslauriers Avocats  
Centrale des syndicats du  
Québec (CSQ)  
Claude Tremblay

Chambre des notaires de  
Québec  
Francine Lamy- Médiation et  
arbitrage Inc.  
Hydro-Québec

Marcel A. Desautels  
Melançon Marceau Grenier  
Sciortino  
Miller Thomson  
Osler, Hoskin & Harcourt LLP

Rita de Santis- Députée de  
Bourassa-Sauvé  
Sibylla Hesse  
Wilson & Lafleur Ltée

---

## Donateurs de services

---

Services juridiques - corporatif et propriété intellectuelle

NORTON ROSE FULBRIGHT

mccarthy  
tétrault

Services juridiques -  
affaires gouvernementales

GOWLING WLG

Services juridiques -  
droit du travail

BEAUVAIS  
TRUCHON

—| AVOCATS |—

Services juridiques-  
Recherche et traduction

lavery  
Avocats

Planification stratégique

groupe  
dancause  
conseillers en stratégies d'affaires

Graphisme et développement web

BELVÉDÈRE  
COOPÉRATIVE DE COMMUNICATION

Relations publiques et gouvernementales

TACT  
INTELLIGENCE - CONSEIL

Graphisme

**Paul-Mathieu Nicolai**

Technologies de l'information

**Pierre-André Paradis**

Ressources humaines

**Marie-Eve Houde**

---

Donateurs (500\$ et plus)

---

Aéroport de Montréal  
André Surprenant  
Cabinet Me Hugues Langlais  
Caisse d'économie Solidaire Desjardins

Claire L'Heureux-Dubé  
Jean-Sébastien Clément  
La Capitale  
LCM Avocats inc.

Le Groupe Nouraie  
Loto-Québec  
Madeleine Lemieux  
Miguel Baz

Mira Gauvin  
Pascal Paradis  
Syndicat canadien de la fonction publique  
(SCFP-Québec)  
ZSA



**ASF**  
**Canada**

**Avocats sans frontières Canada**

825, rue Saint-Joseph Est, bureau 230, Québec (Québec), G1K 3C8, Canada  
T: 1.418.907.2607 • F: 418.948.2241 • [info@asfcanda.ca](mailto:info@asfcanda.ca) • [www.asfcanda.ca](http://www.asfcanda.ca)